

## **Pour préserver le statut d'Etat de l'Artsakh (Haut-Karabagh) ...: OTC**

[Un comité pour la préservation du statut d'État de l'Artsakh est en train d'être mis en place en Arménie \(courrier.am\)](mailto:courrier.am)

## **Un comité pour la préservation du statut d'État de l'Artsakh est en train d'être mis en place en Arménie**

**Le retrait complet des Arméniens de l'Artsakh a fait échouer les plans de Moscou et de Bakou, qui avaient l'intention de garder un petit nombre de personnes - jusqu'à 15 000 personnes - en otage dans l'Artsakh. L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la RA, docteur en sciences historiques, le professeur Ruben Karapetyan, en parle dans son article intitulé « Les tâches prioritaires du moment ».**

Selon lui, en préservant un petit groupe d'Arméniens dans l'Artsakh, Moscou obtiendrait une excuse pour la présence de ses forces de « maintien de la paix », et Bakou clôturerait finalement la question de l'Artsakh pour la communauté internationale d'une manière « civilisée » sous la fiction de la « réintégration ». Cependant, l'exode massif des Arméniens a fait échouer ces plans. Diverses structures européennes (Parlement européen, APCE), ainsi que la France, ont qualifié ce qui s'est passé de nettoyage ethnique et ont clairement établi le droit au retour des Arméniens de l'Artsakh.

Comme l'a souligné le professeur, le facteur temps en diplomatie est l'un des plus importants. « C'est pourquoi nous ne devons pas laisser passer l'occasion et agir immédiatement à ce stade historique en vue de la réalisation des objectifs prioritaires suivants : préserver la subjectivité de la République d'Artsakh, réaffirmer par la communauté internationale le droit du peuple d'Artsakh à l'autodétermination et assurer le retour en toute sécurité des citoyens d'Artsakh dans leur patrie par la mise en œuvre de mécanismes internationaux de maintien de la paix.

Dans les circonstances actuelles, la poursuite des activités des organes de l'État de la République d'Artsakh est d'une importance vitale. La communauté internationale a besoin de l'existence d'organes légitimes de l'Artsakh, non reconnus mais élus, pour poursuivre ce processus », - a souligné M. Karapetyan.

Il a ajouté qu'aujourd'hui, il est important que la Cour suprême de l'Artsakh reconnaisse le décret du président de l'Artsakh sur la dissolution de la République, signé sous une pression évidente, comme inconstitutionnel. Ensuite, l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh, lors de sa session de visite, devrait approuver la liste réduite des institutions d'État conformément à la situation actuelle et annoncer la poursuite des activités de toutes les institutions d'État de la République d'Artsakh situées en dehors de la patrie.

« C'est extrêmement important, surtout aujourd'hui, alors que les autorités de la République d'Arménie considèrent que la question de l'Artsakh est close et qu'elles n'ont pas l'intention d'entreprendre un quelconque travail pour préserver la subjectivité de l'Artsakh. De plus, elles considèrent qu'un tel processus est inadmissible en Arménie afin de ne pas nuire à leur « programme de paix » avec l'Azerbaïdjan. Afin de faire échouer ce plan, ils ont mobilisé l'ensemble du champ politique arménien. Il y a également des tentatives dangereuses de la part de diverses forces politiques et d'individus de transférer ce programme dans le domaine de la lutte intra-Karabakh, entraînant des divisions avec les conséquences négatives insurmontables qui s'ensuivent.

Compte tenu de ce qui précède, et afin de protéger le processus et de s'assurer le soutien de l'opinion publique, nous avons, avec des personnes partageant les mêmes idées, initié la création d'un comité pour la préservation du statut d'État de l'Artsakh, qui comprend des spécialistes de divers domaines », a souligné le diplomate.

Il a ajouté que la commission n'est pas une entité politique, mais qu'elle est appelée à élaborer un programme approprié, pour la mise en œuvre duquel elle est prête à coopérer avec toutes les personnes et organisations intéressées. Il s'agit d'un premier pas urgent vers le retour en toute sécurité des Arméniens de l'Artsakh dans leur patrie et vers une intervention pratique avec la participation de pays amis.

« Nos frères et sœurs ne peuvent et ne doivent pas retourner en Artsakh dans les conditions actuelles, alors que leur sécurité n'est pas assurée. Par conséquent, ce processus ne peut se réaliser qu'avec l'introduction de nouveaux mécanismes, avec un mandat et la présence d'acteurs internationaux. Le gouvernement arménien actuel, en faillite et hostile au peuple, sera sans aucun doute renversé, et nous devons donc nous concentrer sur la construction des fondations d'une nouvelle qualité et d'une nouvelle substance pour la Quatrième République arménienne. La résistance de l'Azerbaïdjan peut être facilement brisée devant la Cour pénale internationale en poursuivant ses crimes contre l'humanité, avec l'appui d'une diplomatie raffinée et d'une armée qui se renforce de jour en jour derrière l'Arménie. Tout ceci nécessitera beaucoup de travail et de temps. Nous sommes à un moment critique de l'histoire arménienne et nous n'avons pas d'autre choix que de retrouver l'esprit, l'amour, la fierté, la dignité et l'unité, notre identité arménienne, qui nous a été volée au fil des ans. Et cette route passe une fois de plus par l'Artsakh. Nous devons assurer la renaissance de l'Artsakh, grâce à laquelle la création d'un nouvel État arménien deviendra une réalité », a déclaré M. Karapetyan.

Source : [arminfo.info](http://arminfo.info)

**ARMENPRESS**

24 Octobre 2023

# **La déclaration de la réunion 3+3 souligne le respect des frontières**

# internationales

EREVAN, 24 OCTOBRE, ARMENPRESS: A l'issue de leur réunion, les six ministres des Affaires étrangères ont publié un communiqué commun, soulignant l'importance de développer des relations amicales entre les pays basées sur les intérêts mutuels et le bon voisinage.

Ils ont appelé au règlement pacifique des différends, au respect de la souveraineté, de l'indépendance politique, de l'intégrité territoriale, à l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues, à la non-ingérence dans les affaires intérieures, à l'interdiction de la menace ou du recours à la force et au respect des droits de l'homme fondés sur tous les principes de la Charte des Nations Unies.

Les ministres ont déclaré que la coopération économique aurait une influence positive sur le renforcement de la confiance mutuelle, le bien-être des nations et la stabilité de la région.

Ils se sont engagés à renforcer les consultations et interactions bilatérales et multilatérales dans le but de renforcer la paix et le développement économique durables de la région.

Les participants ont salué les résultats positifs de la réunion de Téhéran. Selon le communiqué, les ministres ont également échangé leurs points de vue sur la situation à Gaza et "ont souligné la nécessité de mettre fin immédiatement aux attaques contre des civils innocents". « Après avoir évalué les réunions régulières de la plateforme régionale « 3+3 » visant à élargir et à renforcer l'environnement de confiance et de coopération dans la région, ils ont convenu que la prochaine réunion se tiendrait en République de Turquie à une date qui être coordonnée par la voie diplomatique", a-t-il déclaré.

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

24 Octobre 2023

# **Le ministre arménien des Affaires étrangères a eu un échange informel avec son homologue azerbaïdjanais en Iran**

Le ministre arménien des affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a eu un échange informel avec le ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères, Jeyhun Bayramov en marge de la réunion du format 3+3 qui s'est tenue à Téhéran, a déclaré à Armenpress la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ani Badalyan.

*« Ce fut un contact informel, ce qui est habituel pour de telles plates-formes »* a déclaré M<sup>me</sup> Badalyan.

Les ministres des affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont participé à la réunion 3+3 qui s'est tenue à Téhéran le 23 octobre. Les ministres des Affaires étrangères de la Russie, de l'Iran et de la Turquie ont également participé à cette réunion. Une déclaration commune a été publiée à l'issue de la réunion. Source Armenpress

Krikor Amirzayan

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

25 Octobre 2023

## **L'Arménie et l'Iran vont supprimer les péages pour les camions dans le cadre de leurs échanges mutuels**

Afin de stimuler le commerce bilatéral, l'Arménie et l'Iran ont décidé de ne plus prélever de taxes routières sur les camions commerciaux entrant sur le territoire

de l'autre pays.

Le ministre arménien de l'Administration territoriale et des infrastructures, Gnel Sanosian, et le ministre iranien des Routes et du développement urbain, Mehrzad Bazrpash, ont annoncé cet accord à l'issue de discussions qui se sont tenues lundi à Erevan.

« L'idée est d'annuler tous les paiements [pour l'utilisation des routes] à la fois pour les camions iraniens se rendant en Arménie ou utilisant l'Arménie comme route de transit et pour les camions arméniens entrant en Iran... et d'aider ce secteur à se développer avec plus de succès », a déclaré M. Sanosian à la presse.

« Lorsque nous aurons supprimé les péages routiers, les marchandises parviendront aux consommateurs à un coût moindre », a déclaré pour sa part M. Bazrpash.

L'Arménie fait actuellement payer aux camions iraniens qui empruntent ses autoroutes environ 250 dollars pour chaque trajet vers ou à travers le pays du Caucase du Sud. Les transporteurs arméniens paient une somme similaire en Iran.

Les gouvernements des deux États voisins discutent depuis des années de la possibilité d'abolir mutuellement les péages pour les camions. Les deux ministres n'ont pas précisé quand l'accord qu'ils ont conclu à cet effet serait mis en œuvre. Il faut pour cela modifier les législations fiscales des deux pays.

Selon les données du gouvernement arménien, les échanges commerciaux entre l'Arménie et l'Iran ont augmenté de 6 % en glissement annuel pour atteindre près de 454 millions de dollars au cours des huit premiers mois de l'année. Les exportations iraniennes vers l'Arménie représentaient jusqu'à 85 % de ce chiffre, ce qui laisse penser que la suppression de la taxe profitera principalement aux entreprises iraniennes.

Le trafic de marchandises entre les deux États passe par le Siounik, la seule région arménienne limitrophe de la République islamique. Lundi, deux entreprises iraniennes ont été officiellement engagées par le gouvernement arménien pour reconstruire un tronçon de 32 kilomètres de la principale autoroute de la région menant à la frontière iranienne. Sanosian et Bazrpash ont assisté à la signature du contrat d'une valeur de 215 millions de dollars.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

25 Octobre 2023

[Les multiples enjeux internationaux du fameux « corridor du Zanguezur \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# **Les multiples enjeux internationaux du fameux « corridor du Zanguezur »**



Cette analyse a été rédigée par Anzhela Amirjanyan, diplômée de la KU Leuven en politiques publiques européennes et administration publique et chercheuse indépendante. Elle est parue sur le site Caucasus Watch.

L'article explore les récits entourant le « corridor de Zangezur » dans le Caucase du Sud, en tenant compte des perspectives et des intérêts des différents acteurs régionaux. Ce corridor vise à relier l'Azerbaïdjan et la République autonome du Nakhitchevan en passant par la région arménienne de Syunik. Cette route (qui n'a pas le statut de corridor), qui a joué un rôle important dans les réseaux de transport régionaux et internationaux pendant l'ère soviétique, a été interrompue pendant trois décennies en raison du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabakh.

( ...) La création du « corridor de Zangezur » est une disposition découlant de la déclaration de cessez-le-feu du Haut-Karabakh du 9 novembre. Elle stipule explicitement que « toutes les liaisons économiques et de transport dans la région seront débloquées. La République d'Arménie garantit la sécurité des communications de transport entre les régions occidentales de la République d'Azerbaïdjan et la République autonome du Nakhitchevan afin d'organiser la circulation sans entrave des citoyens, des véhicules et des marchandises dans les

deux directions. Le contrôle des communications de transport sera exercé par les organes du Service des gardes-frontières de la FSS de Russie ».

Malgré une certaine ambiguïté et des interprétations diverses de cet article, l'Azerbaïdjan et la Turquie le désignent communément comme le « corridor du Zangezur ». Ce corridor traverse la région du Zangezur, en particulier la ville de Meghri, la section la plus étroite de la frontière arménienne. Il permettrait des liaisons ferroviaires et routières, créant ainsi un lien direct entre l'Azerbaïdjan continental et le Nakhitchevan, une enclave azerbaïdjanaise séparée du reste de l'Azerbaïdjan par l'Arménie. L'Azerbaïdjan vise à établir ce corridor sans la juridiction de l'Arménie, la Russie fournissant des garanties de sécurité et de contrôle des frontières.

Comme l'indique le point 6 de la déclaration tripartite, « l'Azerbaïdjan assure la sécurité de la circulation des citoyens, des véhicules et des marchandises dans les deux sens à travers le corridor de Lachin ». En substance, cela a permis aux Arméniens du Haut-Karabakh d'établir une liaison terrestre avec l'Arménie sous le contrôle des forces de maintien de la paix russes.

Cependant, les tensions d'après-guerre, exacerbées par le blocus de dix mois par l'Azerbaïdjan du corridor de Lachin, la seule route reliant la région peuplée d'Arméniens, ont démontré un manque d'engagement véritable envers la déclaration de cessez-le-feu tripartite. De même, l'offensive contre le peuple du Karabakh le 19 septembre, déguisée en « opération anti-terroriste », a entraîné d'importantes pertes en vies humaines et un exode massif des Arméniens du Karabakh.

Ces événements marquent l'« annulation » de l'accord de cessez-le-feu et le début d'une ère caractérisée par une voie incertaine et fragile vers la résolution du conflit, la question du corridor du Zangezur figurant désormais en bonne place dans l'agenda azerbaïdjano-turc.

### **Perspectives régionales sur le corridor du Zangezur**

Les acteurs régionaux ont des points de vue divergents sur la mise en place du corridor de transport du Zangezur. La mise en œuvre du projet de « corridor du Zangezur » fait partie intégrante de l'ambition de l'Azerbaïdjan de devenir une plaque tournante des transports en Eurasie, avec le potentiel de contribuer de manière significative à la croissance économique régionale. Le corridor



complétera le réseau de transport de la Caspienne, qui comprend le corridor de transport « Est-Ouest » et le corridor de transport international Nord-Sud, ainsi que le système d'oléoducs et de gazoducs qui s'étend de la région de la Caspienne jusqu'à l'Europe.

La Turquie soutient également fermement le projet. Moins d'une semaine après que les forces azerbaïdjanaises ont pénétré dans le Haut-Karabakh pour reprendre le contrôle de la région séparatiste sous couvert d'une opération de « lutte contre le terrorisme », le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est rendu dans l'enclave autonome azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, une bande de territoire qu'Ankara et Bakou souhaitent relier au reste de l'Azerbaïdjan en créant un corridor terrestre traversant le sud de l'Arménie. M. Erdogan a souligné la détermination de la Turquie à établir ce corridor et a insisté sur son importance stratégique tant pour la Turquie que pour l'Azerbaïdjan.

« La création de ce corridor est très importante pour la Turquie et l'Azerbaïdjan. Il s'agit d'une question stratégique qui doit être menée à bien », a-t-il déclaré à son retour du Nakhitchevan.

« Si l'Arménie n'ouvre pas la voie [au corridor], par où passera-t-il ? Il passera par l'Iran. L'Iran considère actuellement que c'est positif. Il serait donc possible de passer de l'Iran à l'Azerbaïdjan ».

La position de la Turquie sur le corridor de Zangezur et sa position en tant qu'acteur clé des routes commerciales sont en effet multiples. L'ouverture du corridor est d'une importance capitale pour la Turquie, car elle représente l'apogée de la création de l'Organisation des États turcs et l'établissement de liaisons terrestres ininterrompues au sein du monde turc. Le corridor est sur le point d'avoir un impact économique significatif sur la connexion entre les républiques turques et la Turquie en créant le corridor international Moyen-Orient-Ouest Caspienne-Trans-Caspienne et en faisant revivre la Route de la Soie moderne. L'inclusion de la route de Zangezur dans le développement de la route de transport transcaspieenne, également connue sous le nom de corridor du milieu, réduira considérablement le temps de transit des marchandises voyageant de la Chine et de l'Asie centrale vers l'Europe. Il existe un autre point de vue sur la politique turque en matière de corridors, qui suggère que le refus d'Ankara d'ouvrir d'autres voies commerciales reflète sa détermination à conserver un rôle central dans les réseaux commerciaux mondiaux. La déclaration d'Erdogan lors

du sommet du G20 en Inde, selon laquelle « il ne peut y avoir de corridor sans la Turquie », souligne l'importance géographique stratégique de ce pays et ses aspirations à être un acteur clé dans la facilitation du commerce international. Le projet de route Inde-Moyen-Orient, soutenu par les puissances occidentales « pour repousser l'influence croissante de la Chine », est considéré comme un concurrent potentiel des ambitions de la Turquie en tant que plaque tournante du commerce. Dans ce contexte, le corridor de Zangezur pourrait en effet être considéré comme un autre itinéraire alternatif qui s'aligne sur la politique de corridor plus large de la Turquie.

La Turquie et l'Azerbaïdjan ont annoncé leur intention de construire un gazoduc à partir d'Igdir. Il est intéressant de noter que ce gazoduc n'est pas conçu pour transporter du gaz de la Turquie vers le Nakhitchevan, mais plutôt dans l'autre sens. Les réserves de gaz de l'Azerbaïdjan sont limitées et le pays a besoin de sources de gaz supplémentaires, éventuellement en provenance des pays d'Asie centrale. Cependant, il y a un autre aspect important à prendre en compte ici : Le gaz russe. Le principal défi du « corridor de Zangezur » russo-turc pourrait ne pas concerner la route physique, mais plutôt l'approvisionnement en gaz russe.

La Russie et l'Azerbaïdjan semblent être parvenus à un compromis concernant le corridor, permettant aux forces russes d'en conserver le contrôle. Cet arrangement fait de la Russie le principal bénéficiaire du déblocage des voies de communication et de l'établissement du corridor dans la région, contrairement au discours politique arménien antérieur qui laissait entendre que la Russie s'opposait au corridor par crainte de l'expansion turque.

Le projet de Poutine (Russie) et d'Erdogan (Turquie) de construire une importante « plaque tournante du gaz » en Turquie ne peut pas reposer uniquement sur le gazoduc « Turkish Stream » qui passe sous la mer Noire. Les Russes ont récemment été quelque peu marginalisés dans la région de la mer Noire. Idéalement, ils souhaiteraient construire un gazoduc reliant directement la Russie à la Turquie, en passant par l'Azerbaïdjan et le Siounik. Cela permettrait à la Russie de s'assurer un approvisionnement constant en gaz d'Asie centrale, d'exercer une pression sur la Chine et l'Iran, et d'entraver potentiellement l'exportation de gaz iranien. C'est pourquoi les Russes cherchent à assurer leur présence à Siounik, afin de garantir le contrôle d'une route énergétique aussi stratégique.

Contrairement aux acteurs régionaux mentionnés, l'Iran s'oppose fermement au corridor de Zangezur. Ces dernières années, Téhéran et Moscou ont eu des points de vue divergents concernant le corridor et ses implications potentielles pour la frontière entre l'Iran et l'Arménie. L'Iran a toujours insisté, au plus haut niveau diplomatique, sur l'inviolabilité et la permanence de ses frontières avec l'Arménie voisine.

« L'Iran est favorable au développement des communications de transport, qui seront bénéfiques pour tous les pays de la région, mais il est opposé à la modification des frontières internationales et géopolitiques », a déclaré un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères lors d'une récente réunion d'information avec des journalistes. Les préoccupations et les risques de l'Iran sont également liés à la perte potentielle d'une route alternative vers l'Europe via l'Arménie et à la perte de son importance en matière de transit pour la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Le Conseil stratégique des relations étrangères de Téhéran, dirigé par l'ancien ministre iranien des Affaires étrangères, Kamal Kharazi, a également exprimé ses inquiétudes quant à la construction du corridor de Zangezur. Dans un article intitulé « Conspiration pour créer le corridor de Turan de l'OTAN », le Conseil associe le projet au « corridor de Turan » de l'OTAN, qui serait soutenu par Israël et l'OTAN. La Turquie et l'Azerbaïdjan auraient également pour objectif d'attiser les tensions ethniques dans les régions iraniennes peuplées de Turcs en construisant ce corridor.

Néanmoins, le principe de l'inviolabilité des frontières n'est pas le seul discours qui prévaut en Iran. Un autre récit concerne les changements de politique étrangère de ses voisins, une référence cachée aux efforts d'occidentalisation de l'Arménie. Cela implique que la position d'opposition de l'Iran pourrait s'adapter à l'évolution des circonstances géopolitiques, ce qui permettrait de modifier les priorités politiques en cas de besoin. Certains experts iraniens affirment même que si un accord peut être conclu sur les questions de souveraineté et qu'une garantie peut être fournie que le corridor du Zangezur ne perturbera pas la frontière entre l'Arménie et l'Iran, cela pourrait atténuer l'opposition de l'Iran.

### **Implications pour l'Arménie et répercussions ultérieures**

Les projets d'infrastructures régionales ont largement contourné l'Arménie,

principalement en raison de sa position dans le conflit du Karabakh et de son isolement par la Turquie et l'Azerbaïdjan. La réouverture de ces voies de communication est considérée comme un moyen d'améliorer considérablement la connectivité et d'obtenir des avantages substantiels. Depuis 2020, l'Arménie ne s'est pas opposée à la levée des blocages sur les projets internationaux dans le Caucase du Sud. Toutefois, elle maintient que le « corridor du Zangezur » est une frontière non négociable et une ligne rouge si un régime juridique spécial pour le corridor est envisagé.

L'opposition de l'Arménie au corridor découle de deux facteurs clés. Elle craint de plus en plus que le corridor n'alimente une résurgence du « pan-turquisme », ce qui pourrait entraîner des problèmes culturels et identitaires. Ces inquiétudes reposent sur une base historique. La création par l'Azerbaïdjan de la région économique du « Zangezur oriental » et les affirmations concernant le « Zangezur occidental » en tant que terre ancestrale soulignent les intentions de Bakou à ce sujet. Les actions militaires à petite échelle menées par l'Azerbaïdjan près de la frontière iranienne en septembre 2022 soulignent également l'importance potentielle de la situation.

Toutefois, les demandes antérieures de statut extraterritorial pour le corridor ont suscité des inquiétudes quant à la souveraineté de l'Arménie. Il s'agit d'une préoccupation valable, en particulier dans le contexte de la diminution de l'influence de la Russie dans la région après l'abandon récent du Karabakh. La Russie réoriente apparemment son attention vers le Siounik, peut-être pour renforcer encore la dépendance de l'Arménie à son égard.

L'attitude quelque peu passive de la Russie peut être attribuée à deux facteurs principaux : Le ressentiment apparent du président Poutine à l'égard des récents efforts d'« occidentalisation » de l'Arménie et la dépendance actuelle de la Russie à l'égard de l'Azerbaïdjan, avec des allégations selon lesquelles la Russie exporte son pétrole vers l'Europe sous le couvert du pétrole azerbaïdjanais.

Il devient évident que le projet de « corridor du Zangezur » revêt une importance économique et géopolitique considérable pour certaines parties prenantes, ce qui suggère qu'il pourrait y avoir un engagement total de ressources pour sa réalisation. L'ampleur de cet engagement est largement influencée par la répartition du pouvoir dans la région. Plusieurs scénarios de compromis sont en jeu.

L'un d'entre eux prévoit que la Russie conserve le contrôle de ces routes dans la région de Syunik, avec l'accord final de l'Arménie. Cette issue semble toutefois moins probable, du moins pour l'instant.

Un autre scénario suggère que si l'Arménie n'accepte pas volontairement le corridor, il existe un risque d'agression militaire de la part de l'Azerbaïdjan. Le président azerbaïdjanais Aliyev a toujours été explicite en suggérant que la force militaire pourrait être une option si l'Arménie ne coopérait pas volontairement sur cet aspect. Dans un tel scénario, la Russie pourrait éventuellement intervenir en jouant son rôle traditionnel de « sauveur », en conservant le contrôle des canaux de communication. Cependant, un développement récent complique ce scénario. Dans une interview accordée à la branche russe de la BBC le 16 octobre, le représentant présidentiel de l'Azerbaïdjan pour les affaires spéciales a reconnu que Zangezur était un territoire souverain de l'Arménie. Dans le même temps, il a souligné que Bakou devait se demander si la partie adverse était en mesure d'assurer la sécurité du trafic dans le corridor. Cela introduit un nouvel élément, à savoir que les voies de communication pourraient être établies sous la souveraineté de l'Arménie, ce qui pourrait exclure la Russie du processus, grâce au rôle joué en coulisses par les États-Unis.

D'autre part, l'insistance de Bakou sur la nécessité de garantir la sécurité est une référence voilée à la capacité de l'Arménie à assurer cette sécurité, en particulier compte tenu de l'importance stratégique du corridor et des ressources limitées de l'Arménie. Dans un tel scénario, il est évident que la Russie ou une autre partie collaboratrice pourrait intervenir pour garantir la sécurité des routes, ce qui impliquerait à nouveau un certain niveau de compromis sur la souveraineté de l'Arménie.

Il semble donc que les calculs du gouvernement arménien, qui supposait que l'abandon des revendications sur le Haut-Karabakh serait la solution miracle à la question du corridor, aient été erronés. Cela a ramené la question du corridor au premier plan de l'ordre du jour. Compte tenu des vastes implications mondiales du projet et de son rôle dans le remodelage de la géopolitique régionale, il devient de plus en plus improbable que l'Arménie puisse s'y opposer totalement. Les aspirations mondiales visant à entraîner l'Iran dans un conflit à grande échelle n'ont pas non plus été une stratégie fructueuse, du moins pour l'instant. Toutefois, la récente déstabilisation du Moyen-Orient élargi maintient la menace d'une escalade militaire dans le Caucase du Sud dans l'ombre.

Par ailleurs, certains acteurs de la région ne considèrent pas les autres solutions proposées, telles que le format 3+3 récemment promu ou la construction d'un pont routier Iran-Nakhitchevan, comme des alternatives viables au projet de corridor. Si la position de l'Iran change en raison de l'évolution des circonstances géopolitiques, l'Arménie pourrait se trouver dans l'obligation de limiter ses pertes et de sauvegarder sa souveraineté avec un minimum de dommages. Les conséquences plus larges pour l'Arménie dépendent de la dynamique du pouvoir au sein de l'axe géostratégique Russie-Turquie-Azerbaïdjan.

<https://caucasuswatch.de/en/insights/unlocking-the-zangezur-corridor-a-geopolitical-game-changer-in-the-south-caucasus.html>

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

25 Octobre 2023

# **Le Canada soutient l'intégrité territoriale de l'Arménie affirme Mélanie Joly la ministre canadienne des Affaires étrangères à Erévan**

La ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly qui est arrivée en Arménie aujourd'hui, a annoncé lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie annoncé que le Canada soutient l'intégrité territoriale de l'Arménie. Après sa rencontre avec son homologue arménien, Ararat Mirzoyan.

Selon Mélanie Joly, le Canada se tient aux côtés du peuple arménien, soutenant sa souveraineté et son indépendance. « *Nous croyons en vos aspirations démocratiques et sommes prêts à approfondir le travail dans ce sens. Nous appelons les autorités azerbaïdjanaises à respecter le droit au retour des Arméniens déplacés du Haut-Karabakh* » a déclaré la ministre canadienne des Affaires étrangères.

25 Octobre 2023

# **L'Arménie proteste auprès de la Russie au sujet d'une émission de télévision anti-pachinian**

**Le ministère arménien des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Russie à Erevan mardi pour condamner la principale chaîne de télévision publique russe pour avoir dénigré le premier ministre Nikol Pachinian au cours d'une émission d'une heure diffusée lundi. Le ministère a déclaré que l'ambassadeur Sergei Kopyrkin**

# **avait reçu une note de protestation concernant les « déclarations offensantes et absolument inacceptables » faites au cours de l'émission.**

Le talk-show de la chaîne russe Channel One a présenté des vidéos examinant de près les antécédents de M. Pashinian et le présentant sous un mauvais jour, ainsi que des intervenants pro-Kremlin qui ont dénoncé son bilan et l'ont dépeint comme une marionnette occidentale chargée de mettre fin aux relations étroites de l'Arménie avec la Russie. L'animatrice de l'émission, qui a ajouté sa voix à leurs commentaires désobligeants, a également interviewé un homme politique arménien de l'opposition, Andranik Tevanian, dans le studio.

Cette émission sans précédent a mis en lumière l'aggravation du fossé entre Moscou et Erevan, qui s'est accélérée après l'offensive militaire azerbaïdjanaise du mois dernier dans le Haut-Karabakh et l'incapacité de la Russie à l'empêcher ou à la stopper. S'adressant au Parlement européen la semaine dernière, M. Pachinian a accusé Moscou d'utiliser le conflit arméno-azerbaïdjanais pour tenter de le renverser. Une source gouvernementale russe a répondu en comparant le dirigeant arménien au président Volodymyr Zelenskiy de l'Ukraine, qui a été envahie par la Russie l'année dernière.

Dans ce qui semble être un développement connexe, le président de la chambre basse du Parlement russe, Vyacheslav Volodine, a annoncé mardi que la Douma d'État avait reporté indéfiniment l'adoption d'une législation autorisant les détenteurs de permis de conduire arméniens à travailler comme chauffeurs en Russie. M. Volodine a attribué cette décision à l'incapacité d'Erevan à conférer à la langue russe un statut officiel.

Le gouvernement arménien a manifesté son mécontentement à l'égard de la couverture de l'Arménie par les chaînes de télévision russes contrôlées par l'État avant même la diffusion de l'émission scandaleuse de Channel One. Le mois



dernier, un député représentant le parti de M. Pachinian, le Contrat civil, a déclaré que le gouvernement devrait interdire la retransmission de cette chaîne et de deux autres chaînes de télévision russes dans le pays.

Mais un autre élu pro-gouvernemental, Gurgén Arsenian, s'est prononcé contre une telle interdiction. M. Arsenian, qui est également l'ambassadeur désigné de l'Arménie en Russie, a minimisé l'importance de l'émission de Channel One, affirmant qu'elle avait en fait renforcé la cote de popularité de M. Pachinian dans son pays.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc. 1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200 \_\_\_\_\_

## **EUROPE - FRANCE**

### **Le Monde**

24 Octobre 2023

[https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/24/apres-la-chute-du-haut-karabakh-la-france-lance-une-cooperation-militaire-avec-l-armenie\\_6196192\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/24/apres-la-chute-du-haut-karabakh-la-france-lance-une-cooperation-militaire-avec-l-armenie_6196192_3210.html)

# **Après la chute du Haut-Karabakh, la France lance une coopération militaire avec l'Arménie**

Le soutien comprend de la formation ainsi que la vente annoncée de radars et de missiles antiaériens. Il ne s'agit pas de cessions d'armement, comme c'est le cas pour l'aide militaire à l'Ukraine, mais de contrats.



Le ministre des armées arménien, Souren Papikian, et son homologue français, Sébastien Lecornu, lors de leur rencontre à Paris, le 23 octobre 2023. UMIT

La France a confirmé, lundi 23 octobre, un soutien militaire appuyé à l'Arménie, reposant notamment sur plusieurs contrats d'armement, ainsi que l'envoi de militaires français pour la formation de troupes à Erevan. Cette annonce intervient dans un contexte tendu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, après l'offensive éclair de Bakou contre le Haut-Karabakh, le 19 septembre, qui a conduit à la chute de cette enclave séparatiste et à l'exode de 100 000 Arméniens. Erevan redoute désormais que Bakou tente d'attaquer son propre territoire. La France entend aider ce petit pays du Caucase, dont elle est l'un des premiers soutiens, à « *défendre son intégrité territoriale* ».

Cette coopération militaire sans précédent lève le voile sur une annonce, trois semaines plus tôt, qui avait surpris. En visite à Erevan, la ministre des affaires étrangères, Catherine Colonna, avait affirmé, le 3 octobre, que Paris « *avait donné son accord* » à la « *livraison de matériel militaire à l'Arménie pour qu'elle puisse assurer sa défense* ». Mais cette aide n'avait pas été détaillée, et l'annonce, minimisée depuis lors, semblait surtout destinée à rassurer l'importante diaspora arménienne en France, estimée à 500 000 personnes.

Lundi, le ministre des armées, Sébastien Lecornu, et son homologue arménien en visite à Paris, Souren Papikian, ont dévoilé les détails de ce qui se veut une nouvelle « *intimité stratégique* ». Le ministre français a insisté sur le fait que les armements envoyés seront avant tout « *défensifs* » et qu'il ne s'agit pas de cessions, comme c'est le cas pour l'aide militaire française à l'Ukraine, mais de contrats d'équipement en bonne et due forme. Ces derniers s'ajoutent à la création d'un poste d'attaché de défense à l'ambassade de France à Erevan, promise fin septembre.

## **Des soldats français en Arménie**

La coopération annoncée lundi passera notamment par l'achat de trois Radar GM200 du groupe Thales, destinés à assurer la détection de menaces aériennes de moyenne portée (avions de chasse, hélicoptères, drones, etc.) jusqu'à 250 kilomètres. Une lettre d'intention a aussi été signée pour l'acquisition d'un nombre indéterminé de missiles Mistral, fabriqués par le missilier européen MBDA. Il s'agit de missiles sol-air à courte portée censés intercepter des menaces

jusqu'à 6 kilomètres, dont la France a déjà envoyé une centaine d'exemplaires à l'Ukraine.

Le deuxième volet de cette coopération correspond à de l'« *échange de savoir-faire* » entre militaires français et arméniens. Cela concerne notamment le domaine de la défense sol-air et l'infanterie, particulièrement dans les champs du combat débarqué, du combat de montagne et du tir de précision. Des militaires français, dont le nombre n'a pas été dévoilé, doivent ainsi être envoyés en Arménie entre « *la fin de l'année et le début de 2024* », a précisé M. Lecornu, pour fournir des formations aux forces d'Erevan sur le modèle de celle dispensée en Pologne aux soldats ukrainiens.

**Nor Haratch**

24 Octobre 2023

[La France vend des systèmes de défense aérienne à l'Arménie - Nor Haratch](#)

## **La France vend des systèmes de défense aérienne à l'Arménie**

### **Le ministre arménien de la Défense, Souren Papikian reçu à Paris par son homologue Sébastien Lecornu**

Le ministre de la Défense de la République d'Arménie, Souren Papikian effectuait une visite de travail en France. Reçu le 23 octobre par son homologue (ministre des Armées) Sébastien Lecornu, Papikian a été solennellement accueilli au Ministère des Armées où les hymnes nationaux de la République d'Arménie et de la République française ont retenti.

La rencontre des deux ministres qui a suivi la cérémonie d'accueil, s'est déroulée en présence des ambassadeurs d'Arménie et de France, Hasmik Tolmajian et Olivier Decottignies. Au cours de l'entretien, ont été évoquées les questions liées à la coopération franco-arménienne dans le domaine de la défense et de la sécurité régionale.

Une synthèse de l'avancement des mesures convenues lors des discussions tenues à Paris en septembre 2022 et en juin dernier a été faite. De nouvelles opportunités de développement de la coopération, comme l'acquisition de systèmes de défense, l'éducation militaire, la formation, l'échange d'expérience et d'autres domaines d'intérêt mutuel ont été examinées.

Les parties ont hautement apprécié l'état actuel de la coopération et ont exprimé leur volonté de déployer des efforts pour la développer davantage.



La rencontre officielle a été suivie d'une conférence de presse au cours de laquelle le ministre français des Armées a pris la parole en premier. La « *relation de défense* » entre France et Arménie « *repose sur le principe simple que vous devez pouvoir vous défendre et défendre votre population* », a expliqué Sébastien Lecornu, avant d'annoncer la signature d'un contrat entre Erevan et le groupe français Thalès, ainsi qu'une lettre d'intention avec le fabricant européen de missiles MBDA.

Le contrat porte sur l'acquisition de trois radars Ground Master (GM200) de Thalès, a-t-il précisé le ministre, sans toutefois dévoiler le montant.

Ce radar de portée moyenne, déjà fourni à l'Ukraine, « *permet d'avoir des capacités de détection remarquables* », a rappelé le ministre. Il peut détecter un aéronef ennemi à 250 km de distance, que celui-ci vole à faible vitesse et basse altitude comme les drones, ou à haute altitude comme les avions de combat.

« *La détection n'a de sens que si elle s'accompagne de modules d'intervention et d'interception des attaques qui viendraient du ciel* », a remarqué M. Lecornu. D'où la lettre d'intention d'achat signée avec MBDA « *sur des dispositifs de type Mistral* », un missile sol-air de courte portée.

Le ministre français a insisté sur le fait qu'il s'agissait d'armements défensifs qui n'ont pas de visée « *agressive* ».

Le Ministre de la Défense de la République d'Arménie a pour sa part exprimé sa

gratitude à la partie française pour son soutien global au développement de la coopération en matière de défense.

Les ministres ont répondu aux questions des journalistes, avant de terminer par la signature d'une série de documents sur la coopération.

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

25 Octobre 2023

# **Aucune date n'a encore été fixée pour les pourparlers entre Aliev et Pachinian à Bruxelles**

On ne savait pas encore mardi si le haut fonctionnaire de l'Union européenne, Charles Michel, parviendrait à organiser de nouveaux pourparlers entre le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev avant la fin du mois.

1. MM. Pachinian et Aliev devaient se rencontrer, ainsi que M. Michel et les dirigeants de l'Allemagne et de la France, en marge du sommet de l'UE qui s'est tenu le 5 octobre à Grenade, en Espagne. Les responsables arméniens s'attendaient à ce qu'ils signent un accord-cadre de paix à cette occasion. Cependant, M. Aliev s'est retiré des négociations à la dernière minute, invoquant des déclarations pro-arméniennes faites par des fonctionnaires français. M. Michel a déclaré par la suite que les dirigeants arméniens et azerbaïdjanais organiseraient probablement une réunion trilatérale avec lui à Bruxelles dans le courant du mois d'octobre.

Le bureau de M. Pachinian a refusé de préciser mardi si la réunion aurait lieu et, le cas échéant, quand. Un législateur arménien pro-gouvernemental, Gurgen

Arsenian, a déclaré à cet égard qu'Erevan « n'a pas annulé la réunion ». « Je continue de penser que la réunion aura lieu et qu'elle sera productive », a déclaré M. Arsenian, sans donner de dates possibles.

S'adressant au Parlement européen la semaine dernière, M. Pachinian a déclaré qu'il espérait rencontrer M. Aliev et signer un traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan « d'ici la fin de l'année ». Selon lui, l'accord est entravé par la réticence de Bakou à reconnaître les frontières de l'Arménie et par sa demande d'un corridor spécial vers l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, qui passerait par le territoire arménien.

La récente prise de contrôle du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan a renforcé les craintes d'Erevan de voir Bakou attaquer l'Arménie pour ouvrir le corridor. M. Pachinian s'est fait l'écho de ces craintes dans son discours devant la législature de l'UE.

Les armées azerbaïdjanaise et turque ont entamé lundi un exercice militaire conjoint près de la province arménienne du Siounik, située entre le Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan continental. Cet exercice impliquerait 3 000 soldats, plus d'une centaine de systèmes d'artillerie et plusieurs avions de guerre turcs de type F-16.

Les exercices ont coïncidé avec une réunion à Téhéran des ministres des Affaires étrangères de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de l'Iran, de la Russie et de la Turquie. Dans une déclaration commune publiée à l'issue de la réunion, ils ont appelé à une paix régionale fondée sur « l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues » et se sont prononcés contre « l'usage de la force » ou la menace d'un tel usage.

Le ministère arménien des affaires étrangères a confirmé mardi que le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan et son homologue azerbaïdjanais Jeyhun Bayramov s'étaient entretenus séparément lors de la réunion de Téhéran. Une porte-parole du ministère a semblé minimiser leur conversation « informelle », affirmant que ce type de contacts est « habituel pour de telles plateformes ».

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

23 Octobre 2023

# **Alen Simonyan et le député du Bundestag ont discuté de la nécessité d'appliquer des sanctions contre l'Azerbaïdjan**

Le 23 octobre, le président de l'Assemblée nationale d'Arménie, Alen Simonyan, a reçu la délégation conduite par le président de la commission des relations extérieures du Bundestag allemand, Michael Roth. Le département des relations publiques et de la communication de l'Assemblée nationale d'Arménie a diffusé un message à ce sujet.

Les partenaires ont souligné le développement stable des relations amicales bilatérales et l'approfondissement de la coopération interparlementaire.

Lors de la réunion, il a été fait référence au dépeuplement du Haut-Karabakh et aux problèmes résultant de la politique de nettoyage ethnique de Bakou. Le parlementaire allemand a remarqué que les mesures prises n'étaient pas suffisantes pour empêcher l'agression azerbaïdjanaise contre la population du Haut-Karabagh.

Au nom de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie et lui-même, Alen Simonyan a remercié pour le discours de principe et ciblé sur la guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh lors de la session du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question du Haut-Karabakh le 21 septembre.

Les parties ont discuté de la nécessité d'appliquer d'éventuelles sanctions contre l'Azerbaïdjan. Le président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie a réaffirmé que l'Arménie a adopté un programme de paix et propose une feuille de route pour la paix régionale. Source Armenpress

Krikor Amirzayan

## **Télégram**

### **Global Intel Watch**

- Restitutor Orientis: The geopolitical game in the Caucasus and the Middle East:
- France and India sell arms to Armenia to support this country against Turkey and Azerbaijan
- Armenia is supported by Iran which also supports Hamas and Hezbollah
- Hamas and Hezbollah fight Israel
- France proposes an anti-Hamas coalition
- Israel and Turkey support and sell arms to Azerbaijan against Armenia
- Azerbaijan supports Israel against Iran
- Israel and France sell arms to India
- Turkey and Azerbaijan support Pakistan against India
- Turkey and Qatar host the political wing of Hamas
- Turkey and Israel maintain very strong trade relations.
- Jordan speaks of the "West's double standards in Gaza" but welcomes American reinforcements against Hamas and its allies.

[t.me/geopoliticalblog/11423](https://t.me/geopoliticalblog/11423)

---

**Turquie- Azerbaïdjan**



**Le Figaro**

23 Octobre 2023

[Exercices militaires de la Turquie et de l'Azerbaïdjan près de l'Arménie : la France «extrêmement vigilante» \(lefigaro.fr\)](#)

# Exercices militaires de la Turquie et de l'Azerbaïdjan près de l'Arménie : la France «extrêmement vigilante»

Par Le Figaro avec AFP

**Les tensions entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ont connu un nouveau regain avec la reconquête militaire éclair du Karabakh par l'Azerbaïdjan le mois dernier.**

La France se dit «*extrêmement vigilante*» face aux potentielles menaces pour l'intégrité territoriale de l'[Arménie](#), a souligné lundi 23 octobre à l'AFP le ministère des Affaires étrangères, interrogé sur les exercices militaires menés par l'Azerbaïdjan avec la Turquie.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a annoncé plus tôt le début d'exercices militaires avec la Turquie près de l'Arménie, dans un contexte de tensions entre Bakou et Erevan après la reconquête azerbaïdjanaise de la région du [Haut-Karabakh](#).

## Tensions

Selon le ministère, ces manœuvres sont notamment organisées dans l'enclave

azerbaïdjanaise du Nakhitchévan, frontalière de l'Arménie et de l'Iran, ainsi que dans des «*territoires libérés*», dont la localisation n'a pas été précisée et qui pourraient désigner le Karabakh ou des districts azerbaïdjanaïens mitoyens. «*Comme Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, l'a indiqué à plusieurs reprises, la France sera extrêmement vigilante face à toute tentative de menacer la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Arménie*», a indiqué le Quai d'Orsay dans une déclaration à l'AFP.

Les tensions entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ont connu un nouveau regain avec la reconquête militaire éclair du Karabakh par l'Azerbaïdjan le mois dernier, alors que la région était depuis une trentaine d'années sous le contrôle de séparatistes arméniens. La quasi-totalité de la population, plus de 100.000 personnes sur les 120.000 officiellement recensés, a fui en Arménie. Erevan craint désormais que son voisin, plus riche, mieux armé et soutenu par la Turquie, cherche à pousser son avantage. L'Arménie a notamment peur que l'Azerbaïdjan soit tenté de relier par la force l'enclave du [Nakhitchévan](#) à son territoire en attaquant le sud arménien.

## **Le Courrier des Starteges**

23 Octobre 2023

[Comment l'Azerbaïdjan façonne l'avenir de l'Arménie, par Evgeny Krutikov - Le Courrier des Stratèges \(lecourrierdesstrateges.fr\)](#)

# **Comment l'Azerbaïdjan façonne l'avenir de l'Arménie, par Evgeny Krutikov**

L'objectif principal de l'Occident est d'évincer la Russie de la Transcaucasie et d'y prendre pied. Ainsi, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont, pour les États-Unis, l'UE et la Grande-Bretagne, des pions dans ce « jeu de Go ». En 2022, l'Occident avait

contraint le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, à reconnaître le Karabakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan. La raison ? Le gaz et le pétrole azerbaïdjanais sont très importants pour l'Union européenne dans le contexte actuel. La manœuvre a été d'autant plus simple à effectuer que Pashinyan, dit le « révolutionnaire de couleur », est idéologiquement proche des Anglo-saxons et des Européens et qu'il est à la tête d'un gouvernement faible. Toutefois, et curieusement, les deux États en guerre sont inclus, aux côtés de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, dans le programme de partenariat oriental de l'UE. En réalité, cette dernière envisage – avec les États-Unis bien sûr – de reconstruire la Transcaucasie. Il semble bien que le train soit en marche. Fort de ses dernières [victoires](#), Bakou a proposé le concept de « huit villages » pour un blocus complet des transports en Arménie dont le sort semble désormais scellé, ce que Pashinyan semble avoir compris avec retard.

**Cet article initialement publié sur le site [vz.ru](http://vz.ru) n'engage pas la ligne éditoriale du Courrier.**

Le Premier ministre arménien Pashinyan vient de réaliser à quel point critique il a amené son pays. De fait, il exige maintenant que l'Azerbaïdjan reconnaisse le territoire arménien à l'intérieur des frontières soviétiques, y compris les soi-disant enclaves. Or, Erevan et Bakou ont des approches fondamentalement différentes sur cette question, et les problèmes politiques causés par Pashinyan en Arménie sont loin d'être résolus.

**Ce contenu est réservé aux abonnés...**

---

**Why the Israel-Gaza war represents a broader crisis for global justice**

Voir pièce jointe

---

# Atelier de chant arménien avec Virginia Kerovpyan, suivi à 20h de présentation avec stagiaires

[14h Atelier de chant avec Virginia Kerovpyan, suivi de présentation avec stagiaires — Anako \(penicheanako.org\)](#)

Le dimanche 12 novembre 2023 à 20 h 00

atelier de chant suivi de présentation

atelier : 40 euros participation solidaire, présentation : prix libre (toutes recettes pour OTC)

[site www.terreetculture.org...](http://www.terreetculture.org...)

Atelier de chant populaire arménien dirigé par Virginia Kerovpyan ([bio](#)), suivi d'une présentation publique avec la participation des stagiaires.

Nous allons faire connaissance du monde modal arménien à travers les chants populaires, notamment les berceuses.

L'atelier est ouvert à tous niveaux.

La recette de l'atelier ainsi que celle de la présentation seront déversées entièrement à l'Organisation Terre et Culture ([OTC](#)) qui a immédiatement mis à disposition une aide en urgence aux réfugiés d'Artsakh. Ayant œuvré depuis trente ans en Artsakh avec les architectes et spécialistes du pays, OTC connaît de près ce peuple et ses besoins.

14h à 18h atelier (participation solidaire minimum : 40 euros)

Inscrivez-vous à l'adresse suivante : [info@penicheanako.org](mailto:info@penicheanako.org)

Chers auditeurs : Venez nombreux dès 18h pour déguster les bons plats de la péniche !

photo : expo Artsakh à la Péniche Anako

photo : D.R.

---